

Je répète que les créditistes ont toujours préconisé, à la Chambre et ailleurs, des mesures de préparation en vue de la défense. Notre attitude, très nette à cet égard, ne s'est jamais démentie. A notre avis, toutefois, le Canada n'est pas assez puissant pour remplir ses engagements envers les autres pays et envers l'univers. En vue d'assurer la paix et la sécurité et d'opposer à tout agresseur l'alliance défensive la plus puissante qu'il soit possible de conclure, nous préconisons une collaboration très efficace avec les autres nations. J'ai compris, lorsque j'ai assisté aux séances de l'assemblée des Nations Unies en 1947 et pendant ma tournée en Europe l'automne dernier, que les pays encore libres doivent s'appuyer, se prononcer d'une voix unanime afin d'avertir la Russie et ses satellites, ou tout autre pays ou groupe de pays inquiets, que nous sommes prêts. Nous approuvons donc les dispositions d'ordre militaire relatives à la défense que prévoit le pacte de sécurité de l'Atlantique-Nord.

Nous insistons, cependant, qu'à la signature du traité, le Canada comprenne nettement chacun des engagements auxquels le pays se lie. Cela vaut également dans le cas des autres nations signataires puisque, malgré ce qu'on en attend autrement, l'alliance projetée entre les pays libres de l'ouest n'entravera pas la guerre. Il faut que tous les intéressés fassent preuve de bonne foi. Bien entendu, en signant le traité, le Canada ne s'engage pas automatiquement à la guerre. Il semble très clair qu'en vertu de l'article 5, nous nous réservons le droit de décider quel sera notre apport au cas où un de nos alliés, signataire du traité, serait victime d'agression. Nous appuyons ce pacte parce que nous sommes assurés que jamais il ne constituera une alliance d'agression, militaire ou économique, et que lorsque le Canada aura décidé de la ligne de conduite la plus opportune à suivre, dans telles ou telles circonstances il ne sera l'objet d'aucune contrainte, d'aucune sanction. Si ses termes indiquaient de quelque façon que le Canada s'engageait sans mesure; si, en étant partie au pacte, le Canada renonçait à son droit de déterminer sa ligne de conduite selon notre procédé démocratique, les Créditistes s'y opposeraient de toutes leurs forces. Je suis certain que la conduite du Canada est de nature à convaincre tout l'univers que, sous le coup d'une menace, nous agirons comme il convient envers notre peuple et envers nos alliés.

Les membres du Crédit social s'inquiètent moins des mots et des expressions du pacte que de l'interprétation qu'on pourra en donner. Nous avons constaté que le pacte ne sera pas simplement une alliance défensive. C'est le secrétaire d'État aux Affaires exté-

rieures (M. Pearson) qui, vendredi le 18 mars, s'est ainsi exprimé à la radio:

Il ne s'agit pas d'un simple projet négatif en vue d'une alliance défensive. Ce pacte doit être le commencement d'une expansion positive dans le domaine de la collaboration économique, sociale et culturelle, entre les nations libres du groupe de l'Atlantique.

J'aimerais consacrer quelques instants à cette question de la collaboration économique. Je cite d'abord une déclaration remarquable que formulait récemment aux États-Unis un Danois qui s'y était rendu pour effectuer certaines transactions sous l'empire du plan Marshall. Voici:

Les Danois savent qu'une troisième guerre mondiale les anéantira. Ils se tournent vers l'Amérique, mais il leur arrive souvent de se demander si ses habitants reconnaissent que nous vivons à une époque idéologique où les vivres, les armes et autres choses matérielles ne suffisent pas. Nous nous demandons si l'Amérique possède la véritable solution au problème communiste. Elle a ses comités sur l'activité anti-américaine, ses bombes atomiques, son argent, mais se rend-elle compte que le communisme est une idéologie dont seule une autre idéologie peut venir à bout? L'Amérique a-t-elle ce qu'il faut pour transformer les communistes en démocrates? L'anticommunisme à lui seul ne peut être la solution. Seuls des hommes qui agissent comme des hommes nouveaux et vivent une nouvelle vie pourront établir une paix durable.

Paraphrasant ces paroles, je dirai, en langage familier, qu'on ne peut amener les communistes à dire "mon oncle" si l'on ne compte que sur des "anti".

Afin de mettre en valeur mes observations, examinons la situation qui existe ici, au Canada. Je crois que, pour la plupart d'entre nous, nous n'y voyons pas très clair dans toute cette guerre d'idées. Nous ne distinguons pas très bien, je crois, la véritable nature du communisme, ses buts et sa stratégie. Pour reprendre les paroles expressives d'un écrivain "dans cet état d'aveuglement, nous garnissons les digues, scellons les fuites et maudissons les vagues, mais nous ne songeons jamais aux moyens à prendre pour renverser la marée". A mon avis nos hommes d'affaires canadiens et surtout nos industriels devraient faire un retour sur eux-mêmes; ils devraient essayer d'analyser leur conduite. Je suis sûr que de cette façon ils viendraient à se découvrir, parmi leurs faiblesses, certaines idées fausses. La première c'est que la plupart d'entre nous estimons la différence entre le communiste et le capitaliste à \$100 près; il nous semble qu'avec assez d'argent pour acheter un kiosque de pommes de terre frites et se mettre en affaires, personne ne songe à devenir communiste. Inutile de dire aux députés qu'on ne peut expliquer pourquoi des professeurs comme M. Boyer, des hommes riches, ou des artistes comme M. Paul Robeson et plusieurs autres du genre, sont devenus communistes.

[M. Low.]